



**Alain PIQUEMAL**

## CURRICULUM VITAE

**Alain PIQUEMAL**

### I - ACTIVITES PROFESSIONNELLES

#### *1) En tant que juriste, diplomate et professeur de Droit et d'Economie-Finances.*

- Conseiller d'Etat de la Principauté de Monaco depuis 2017.
- Représentant permanent de la Principauté de Monaco auprès du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (P.N.U.E) depuis 2015.
- Professeur Emérite Agrégé de droit public, Université de Nice Sophia Antipolis (actuellement Université Côte d'Azur).
- Membre du Conseil de la Mer de la Principauté de Monaco, depuis 1998.
- Point focal désigné par la Principauté de Monaco (Département des Relations Extérieures et Coopération) depuis 2021, pour le Programme de Montevideo des Nations Unies, concernant le droit de l'environnement.
- Ancien Doyen de l'Institut du Droit de la Paix et du Développement de l'Université de Nice Sophia Antipolis (U.F.R. de 3ème cycle en droit international et droit européen).
- Ancien Directeur du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Droit des Activités Maritimes et l'Environnement (C.E.R.D.A.M.E) et du Laboratoire Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Evolutions du Droit International Contemporain (G.E.R.E.D.I.C) de l'Université de Nice et du Ministère de l'Enseignement Supérieur (EA n° 3180).
- Professeur honoraire de Droit bancaire et Droit des Marchés de capitaux nationaux et internationaux à l'Institut Technique de Banque (CFPB-CNAM Paris) et à l'Académie Bancaire Européenne (Luxembourg) (1970/1997).
- Professeur invité de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal (1994).
- Professeur invité par le Tribunal International du Droit de la Mer (TIDM, Hambourg), dans le cadre de la formation de stagiaires de la Nippon Foundation (2014).
- Professeur invité du gouvernement américain, Département d'Etat (International Visitor Program of the United States Information Agency, Bureau of Educational and Cultural Affairs) sur le thème :

- « Environmental Protection Efforts in the United States. » (3 au 28 juin 1996).
- Directeur honoraire de l'Unité France (couverture des pays du Bassin Méditerranéen) du Train-Sea-Coast, Programme de l'Organisation des Nations Unies (Bureau Juridique/Division des Affaires Maritimes et du Droit de la Mer UN/DOALOS et PNUD).
- Codirecteur et fondateur avec le Pr. RJ Dupuy de l'Annuaire "Espaces et Ressources Maritimes" (Editeur CERDAM, diffusion Editions Pedone, Paris).
- Ancien Associate Editor du Journal of Energy and Natural Resources Law (Londres , IBA et Graham & Trotman Limited).
- Membre élu du « Governing Board » de l'International Ocean Institute (I.O.I), (2002/2012)
- Membre depuis 2003 de l' « Advisory Committee » de l'International Juridical Organization for Environment and Development,
- Membre nommé par le Ministère français de la Justice, 2004/2007, du Conseil Scientifique du Programme international de recherche « Attractivité économique du Droit » du G.I.P « Mission de Recherche Droit et Justice ».

## **2) En tant que consultant juridique/diplomatique auprès de l'O.N.U. et de ses Institutions Spécialisées**

- Consultant auprès de l'OMS-PNUE pour le projet de protocole relatif à la protection de la Mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (rapport UNEP/W.G. 17/5 du 17/11/1978).
- Consultant pour le projet conjoint FAO-PNUE relatif à la protection de l'environnement marin dans le Golfe de Guinée et les zones côtières adjacentes (1978).
- Consultant du P.N.U.E. et de l'U.N.E.S.C.O auprès du gouvernement marocain pour la préparation d'une loi-cadre en matière d'environnement (1980 et 1985 travaux préparatoires, 1993).
- Consultant de la F.A.O. pour étudier le projet d'établissement par le gouvernement du Sri Lanka d'une "National Aquatic Resources Agency" et pour élaborer des propositions concernant le développement et la gestion des ressources maritimes de la Zone Economique Exclusive du Sri Lanka (1981).
- Consultant du P.N.U.E., de la F.A.O., de l'O.M.I. et du P.N.U.D. auprès du gouvernement marocain pour l'élaboration d'un nouveau Code maritime (droit des pêches maritimes et droit de l'environnement marin) - Assistance juridique concernant l'élaboration tant du projet de loi que des projets de décrets (1983, 1984, 1985 et 1986).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement de la République du Congo pour la préparation et la rédaction d'un Code national de l'Environnement (1985).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement de Djibouti pour la préparation et la rédaction d'un Code national de l'Environnement et la mise en place de structures administratives chargées de l'environnement (1985).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement de la République de Guinée pour la préparation et la rédaction d'un Code national de l'Environnement et la mise en place des structures administratives appropriées (1986).
- Consultant du P.N.U.E. pour la préparation d'un protocole relatif à la protection de la Mer Méditerranée résultant de l'exploration et l'exploitation des fonds et sous-sols marins. (IJO-UNEP 1987 et 1991).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement de la République de Guinée pour la préparation et la rédaction des décrets d'application du Code national de l'Environnement (1987).
- Consultant juridique et économique pour la préparation et la rédaction du "Maroc Maritime", ouvrage du Ministère marocain des pêches maritimes et de la marine marchande sur les activités maritimes au Maroc (IMO 1988).
- Consultant auprès du gouvernement de la République du Gabon pour la mise en place d'une législation pour la protection de l'environnement marin et des régions côtières, et l'harmonisation de cette législation avec les Conventions internationales applicables. (1988 - UNEP / FAO / IMO Projet WACAF-5).
- Consultant auprès du gouvernement de la République de Tunisie pour la rédaction d'un rapport sur le droit de l'environnement en Tunisie et les réformes à y introduire (1989, Banque Mondiale/BEI, Programme d'Action pour les pays du Bassin Méditerranéen).
- Consultant auprès du gouvernement de la République de Mauritanie pour la formulation et la mise en place d'une politique nationale intégrée des activités maritimes.(1989-PNUD et Nations Unies, Bureau des Affaires Maritimes et du Droit de la Mer).
- Consultant auprès de la République de Mauritanie pour l'élaboration de deux projets de loi concernant (i) la protection de l'environnement marin et (ii) la recherche scientifique marine (1990, PNUD et Nations Unies, Bureau des Affaires Maritimes et du Droit de la Mer).
- Consultant auprès de la République de Tunisie pour la préparation et la rédaction de deux décrets sur

- (i) les procédures d'études d'impact sur l'environnement et (ii) les installations classées pour la protection de l'environnement (1990, Banque Mondiale).
- Consultant auprès de la République de Guinée pour la préparation et la rédaction d'un Code national de la Pêche maritime (1990/1991, Bureau des Affaires Juridiques, FAO).
- Consultant auprès du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire pour la formulation et la mise en place d'une politique nationale intégrée des activités maritimes (1991, PNUD et Nations Unies, Bureau des Affaires Maritimes et du Droit de la Mer).
- Consultant auprès du gouvernement de la République du Burundi pour la mise en place (i) d'une politique nationale de l'environnement et (ii) d'un audit juridique visant notamment l'élaboration d'un Code de l'Environnement (PNUE - 1992).
- Consultant de la Banque Mondiale, Programme pour l'environnement dans la Méditerranée, Mediterranean National Environmental Agencies (MEDNEA) et rédaction du rapport "La coordination nationale et internationale en matière d'environnement en Méditerranée" (Hammamet, Tunisie, 1992).
- Consultant auprès du gouvernement de la République du Burundi pour la mise en place (i) d'une loi cadre sur la protection et la mise en valeur de l'environnement et (ii) d'un Code de l'Environnement (Banque Mondiale et P.N.U.E, 1993).
- Consultant de l'U.N.E.S.C.O auprès du gouvernement du Royaume du Maroc pour l'élaboration d'une stratégie juridique en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement (1994).
- Consultant de la Banque Mondiale, Division de l'infrastructure, Département Maghreb et Iran, pour l'établissement du "rapport juridique sur la gestion de l'environnement / Etat actuel et recommandations" relatif à la République Algérienne démocratique et populaire (1994).
- Consultant auprès du gouvernement du Tchad pour la mise en place (i) d'institutions appropriées en matière d'environnement et (ii) d'une législation et réglementation en droit de l'environnement (P.N.U.E, 1994 / 1995).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement marocain aux fins d'intégrer en droit interne marocain les principes juridiques issus des conventions internationales environnementales pour lesquelles le Royaume du Maroc est partie (1995).
- Consultant auprès du gouvernement de la République du Liban aux fins de rédiger un projet de loi relatif au contrôle intégré de la pollution (P.N.U.E, 1997).
- "La prise en compte de la biodiversité dans la gestion intégrée du milieu marin, les perspectives offertes par le droit international" (rapport à l'atelier de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche UNITAR/Agence Française de la Francophonie, de renforcement des capacités sur la gestion intégrée des zones côtières, Antananarivo, Madagascar, ¼ juillet 2003, publication UNITAR 2003 et version électronique sur le site internet de l'UNITAR.
- "The Barcelona Convention for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution and the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-based Sources and activities" et "European Community Policy and Legislation on Water Pollution" (deux rapports à l'atelier de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche UNITAR, "National Capacity Building for the Republic of Croatia for the Prevention of Marine Pollution from Land-Based Sources", Zadar, Croatie, 1/3 décembre 2003, publication UNITAR 2003 et version électronique sur le site internet de l'UNITAR.
- « Notion de gestion intégrée des zones côtières : Aspects historiques, politiques et instruments juridiques du « système de Barcelone », « l'Union Européenne et la gestion intégrée des zones côtières » (rapports à l'atelier de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche UNITAR, "Gestion intégrée des zones côtières et tourisme durable » Beyrouth, Liban, 26/29 octobre 2004, publication UNITAR 2004 et version électronique sur le site internet de l'UNITAR.
- Elaboration et présentation du rapport juridique « Disputes on Maritime Boundaries and the Role of International Court of Justice for their Settlement » (« le rôle de la Cour Internationale de Justice dans le règlement des différends relatifs aux délimitations maritimes »), expertise juridique pour le compte du ministère français des affaires Etrangères, autorités publiques de la Corée du Sud, réunion tenue à Séoul (Corée) sur « The Political, Legal and Historical Implications of the Dokdo Issue : Searching for Cooperation in Northeast Asia » (décembre 2005).

### **3) En tant que conseiller juridique et diplomatique auprès d'autres organismes ou gouvernements.**

- Conseil juridique auprès du gouvernement marocain dans l'élaboration des mémoires et contre mémoires relatifs à l'avis consultatif demandé par l'Assemblée Générale de l'ONU à la Cour Internationale de Justice dans l'affaire du Sahara Occidental (1974-1975).

- Conseil juridique, membre de la délégation du Maroc devant la Cour International de Justice de La Haye dans l'affaire du Sahara Occidental (1975).
- Conseil auprès du ministre délégué auprès du Premier Ministre du gouvernement marocain. Rédaction de deux rapports présentant des propositions de réforme sur les thèmes suivants :
  - \* "Eléments juridiques pour une réforme des entreprises publiques marocaines et leur privatisation" (1980).
  - \* "Le secteur des pêches maritimes au Maroc : diagnostic et propositions de réformes économiques et administratives" (1980).
- Consultant de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (O.C.D.E.) dans le programme "Investissements bancaires dans les pays en développement" (1984).
- Consultant, en collaboration avec le Professeur René-Jean DUPUY, du Ministère français des Affaires Etrangères dans l'arbitrage relatif à la délimitation du plateau continental entre la France et le Royaume-Uni (1976-1977).
- Consultant, en collaboration avec le Professeur René-Jean DUPUY dans la consultation demandée par le gouvernement de la République du Honduras au sujet de la délimitation de la Baie de Fonseca et des zones maritimes adjacentes (1978).
- Consultant juridique auprès du Secrétariat Général de la Défense Nationale (Premier Ministre) pour les questions maritimes. Rapports préparés dans ce cadre :
  - \* "l'impact du nouveau droit de la mer sur l'utilisation des océans à des fins de sécurité" (1981).
  - \* "les procédures de règlement des différends selon le nouveau droit de la mer et leurs incidences politiques et stratégiques" (1982).
  - \* "les problèmes posés par l'établissement d'une Zone économique exclusive en Méditerranée" (1983).
- Consultant Juridique auprès du Conseil Général des Alpes Maritimes (France) pour les questions d'environnement marin (1989 et 1990).
- Conseil Juridique du Conseil National de la Principauté de Monaco dans le cadre de l'examen et des amendements du projet de loi portant "Code de la mer" (1993 /1994).
- Conseil Juridique du Ministère d'Etat, Direction de l'Environnement, du gouvernement de la Principauté de Monaco pour la révision de la législation environnementale monégasque et la préparation d'une loi cadre sur la protection et la mise en valeur de l'environnement (1994 / 1995).
- Consultant du Ministère français des Affaires Etrangères, Mission Multilatérale de la Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques et rédaction d'un rapport sur " La coopération franco-méditerranéenne et les possibilités offertes par le Programme Européen MEDA " (1997)
- Conseil Juridique consultant du bureau d'avocats Price Waterhouse Juridique et Fiscal (Paris, France) en vue de l'élaboration du Plan de Développement Minier du Royaume du Maroc (Ministère de l'Energie et des Mines, 1996/97, financement Banque Africaine de Développement).
- Conseil Juridique consultant du bureau d'avocats Price Waterhouse Juridique et Fiscal (Paris, France) en vue de l'élaboration d'une législation de libéralisation du secteur de l'Energie et des Mines pour la République du Kirghizstan (Ministère de l'Energie et des Mines, 1997/98, financement Communauté Européenne).
- Conseil Juridique consultant du bureau Urba Plan, développement, urbanisme, environnement (Lausanne, Suisse) en vue de l'établissement d'un projet de gestion de l'Environnement pour le Royaume du Maroc (Ministère de l'Environnement, 1996/98, financement Banque Mondiale).
- Responsable du volet juridique de l'étude de faisabilité relative à l'établissement d'un "Centre Méditerranéen pour l'Environnement et le Développement durable" (rapport ville de Nice/ Conseil général des Alpes Maritimes/ Région PACA et UNESCO) (1998/ 1999).
- Conseil Juridique du Conseil National de la Principauté de Monaco dans le cadre de l'examen et amendement du projet de loi portant création d'un EPIC destiné à la gestion des ports publics de Monaco (1999/2000).
- Conseiller juridique de la délégation de Monaco lors de la Réunion portant sur l'amendement ou l'adoption d'un nouveau Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nocives en cas de situation critique (PNUE/OMI – Monaco 2/6 avril 2001).
- Conseil Juridique du Ministère d'Etat, Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales, du gouvernement de la Principauté de Monaco pour la préparation d'un nouveau projet de loi portant création d'une société chargée de la gestion des ports de Monaco (2000/2001).
- Rédaction à la demande des Ministères français compétents du Mémoire français visant à l'indemnisation du dommage écologique dans le cadre du Fonds d'indemnisation du FIPOL (Londres, réunion FIPOL/OMI, doc 92FUND/WGR.3/8/8 du 12 juin 2001).

- Conseil Juridique du Ministère d'Etat, Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales, du gouvernement de la Principauté de Monaco pour la préparation et la rédaction de la concession et du cahier des charges devant être accordés par l'Etat à la Société de Gestion des Ports de Monaco (2001-2002).
- Conseil Juridique du Ministère d'Etat, Département de l'Equipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme, du gouvernement de la Principauté de Monaco pour le suivi juridique et les amendements à apporter au projet de loi fixant les conditions d'exploitation des ports en fonction des observations du Conseil National (2002/2005).
- Conseil Juridique du Ministère d'Etat, Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales, du gouvernement de la Principauté de Monaco pour la préparation du dossier juridique relatif au percement d'un tunnel frontalier en territoire français et monégasque (2001), rédaction du projet de convention franco-monégasque, (convention signée le 22 janvier 2004), supervision juridique de la mise en œuvre du projet (2004).
- Conseil Juridique du Ministère d'Etat, Département de l'Equipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme, du gouvernement de la Principauté de Monaco pour la préparation d'un audit juridique actualisé de droit de l'urbanisme et droit de l'environnement, relatif au projet de « Liaison Est » Monaco / Roquebrune-Cap-Martin (2005/2006).
- Conseil Juridique du Ministère d'Etat, Département de l'Equipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme, du gouvernement de la Principauté de Monaco pour la rédaction du projet de règlement intérieur des ports de Monaco et l'étude/validation du projet de règlement de gestion de la « Société d'Exploitation des Ports de Monaco » (SEPM), 2006.
- Conseil Juridique de la « Société d'Exploitation des Ports de Monaco » (SEPM) pour la mise en conformité de ses statuts avec la loi n° 1.303 du 12 juillet 2005 fixant les conditions d'exploitation des ports.
- Réalisation à la demande du gouvernement de la Polynésie Française, Délégation pour les Investissements, d'un audit juridique de droit national et de droit comparé aux fins d'améliorer l'attractivité économique de la Polynésie Française (décembre 2007/juillet 2008).
- Conseil juridique auprès du Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) marocain dans le cadre du jumelage institutionnel entre le SGG et ses homologues dans les Etats membres de l'Union Européenne, la France et l'Espagne, financé par l'UE dans le cadre des appuis pour la mise en œuvre du Statut avancé du Royaume du Maroc auprès de l'UE (2014/2015).
- Conseil juridique du Royaume du Maroc (ONHYM) pour la délimitation des espaces maritimes marocains et la présentation du dossier de plateau continental étendu auprès de l'ONU (2017, en cours).
- Conseil juridique auprès du Consortium d'avocats assistant la République du Togo dans la délimitation de ses frontières maritimes (2019, en cours).

#### **4) Autres fonctions juridiques (Barreau et Arbitrage)**

- Collaboration avec le Pr. René-Jean Dupuy, arbitre unique dans l'Affaire Libye/Texaco/Calasiatic (nationalisation des concessions pétrolières de ces entreprises par la Libye) (1975/1976).
- Avocat à la Cour de Paris en position d'omission (jusqu'en 1993, Berlioz & Cie, puis Serra, Ferry, Michaud & Associés 1994-1995).
- Membre *off Counsel* de la société d'avocats Price-Waterhouse Juridique et Fiscal (La Défense, Barreau des Hauts de Seine, 1996-1997), Membre de son Conseil Scientifique et Stratégique pour l'Europe.
- Responsable du Département "Droit des Activités Maritimes et de l'Environnement" au Cabinet d'avocats Deloitte & Touche Juridique et Fiscal (Neuilly, Barreau des Hauts de Seine), Thomas & Associés (Paris, Barreau de Paris 1998-1999).
- Directeur au sein de la firme d'avocats Ernst & Young International, Responsable du Département "Shipping and Maritime Activities" pour Monaco et la France, membre du "World Shipping Advisory Council" de la firme, représentant la zone Europe (1999-2000).
- Arbitre auprès de la Chambre d'arbitrage maritime au Maroc.
- Arbitre et Président de tribunal arbitral auprès de l'Institut Euro-Méditerranéen d'Arbitrage (IEMA).

## **II – DIPLOMES**

- Agrégation des Facultés de Droit en Droit Public,
- Docteur d'État en Droit,

- Diplôme d'Études Approfondies (D.E.A.) de Droit du Développement,
- Diplôme d'Études Supérieures (D.E.S.) de Sciences Politiques,
- Diplôme d'Études Supérieures (D.E.S.) de Droit Public,
- Licence es-Lettres (Histoire économique et sociale),
- Maîtrise en Droit public,
- Certifié en Études Internationales et Relations Internationales,
- Certifié en Industrie et Finances.

### III – DISTINCTIONS

- Officier dans l'Ordre des Palmes Académiques.
- Chevalier dans l'Ordre National du Mérite.
- Chevalier dans l'Ordre de Saint Charles (Principauté de Monaco).
- Chevalier dans l'Ordre du Wissam Al Alaoui (Royaume du Maroc).
- Lauréat de l'Association des Auditeurs et Anciens Auditeurs de l'Académie de droit international de la Haye (Pays-Bas).
- Lauréat de l'Académie de Législation de Toulouse (France).
- Lauréat du Concours Général des Facultés de Droit françaises.
- Prix de thèse de l'Université de Nice et de la Ville de Nice.

### IV - PUBLICATIONS (autres que les rapports de consultation précités).

- "L'annexion de Nice à la France à travers les archives diplomatiques et consulaires françaises" (Nice - 1969 - I.D.P.D. - 210 pages).
- "Aspects politiques et juridiques du renouvellement de la Convention de Yaoundé" (Nice - 1970 - I.D.P.D. 140 pages).
- "Le fond des mers, patrimoine commun de l'humanité" (Paris - 1973 - Editions du Centre National d'Exploitation des Océans - C.N.E.X.O. 270 pages).
- "La politique de recherche et de développement scientifique et technologique des Communautés Européennes" (in Bulletin de Coopération culturelle, scientifique et technologique - 1971 - 31 pages).
- "Les appropriations nationales des espaces maritimes" (en collaboration avec René-Jean DUPUY, Professeur au Collège de France) (in "Actualités du droit de la Mer", Paris, Pédone, 1973).
- "Les nouveaux problèmes de l'évolution du droit de la Mer" (in "Le Monde Diplomatique" - septembre 1974).
- "Du Droit International à une Science de la Paix" (in Annuaire de l'Association des Auditeurs et Anciens Auditeurs de l'Académie de Droit International de La Haye - 1974).
- "Les positions françaises sur le problème des fonds marins internationaux" (in "La France et le droit de la mer" - Paris, Editions du C.N.E.X.O. 1974, pp. 9-43).
- "Les principes juridiques gouvernant la délimitation des plateaux continentaux" (in "Le pétrole et la mer" - Paris, Presses Universitaires de France - 1975 - pp. 215-240).
- "L'influence des inégalités de développement sur le statut juridique des Etats" (Thèse Nice I.D.P.D. - 1976 - 754 pages).
- "Raymond ARON et l'ordre international" (Paris - Editions Albatros - 1978 - 151 pages).
- "Le Maroc et le nouveau droit des pêches maritimes", Rapport au Colloque de Rabat organisé par le Ministère de la Justice sur le "Maroc et le droit de la mer" - Septembre 1979 - 35 pages).
- "Les extensions maritimes de juridiction réalisées par les Etats côtiers africains (44 pages, Rapport C.E.R.D.A.M 1980) .
- "Analyse juridique des Industries Chimiques Sénégalaises" - Rapport introductif au Colloque de l'Institut pour le Développement de la Coopération Internationale (Juin 1982) "Cofinancements internationaux et coopération industrielle" ; Rapport sur le même thème pour l'O.C.D.E., Programme Investissements bancaires dans les pays en développement.
- "Une part plus équitable de fret maritime" (Revue Cérès, FAO, septembre-octobre 1984).
- "Libre échange international et protectionnisme national" (Rapport au Colloque de Nice sur le Droit public de la concurrence - novembre 1984).
- "Les problèmes posés par la Zone économique exclusive en Méditerranée". Rapport rédigé dans le cadre d'un contrat de recherche passé avec le Secrétariat Général de la Défense Nationale (Premier Ministre) - 1983 .
- "A fairer share of shipping" (Ceres, F.A.O. Review, Sept.-Oct. 1984).
- "Aspects internationaux de la concurrence : libre échange international et protectionnisme national" (in

- ouvrage collectif "Droit public de la concurrence", Paris, Economica, 1987).
- "La question des fonds marins internationaux à la Commission préparatoire de l'Autorité Intérimaire des Fonds Marins Internationaux. Rapport au 5ème congrès de la Société Québécoise de Droit international. Université de Montréal. Mars 1988. (Revue Québécoise de Droit International).
  - "Rapport juridique sur la protection de l'environnement en Tunisie" (rapport rédigé à la demande de la Banque Mondiale, Washington, 1988, 47 p).
  - "Le statut juridique des zones marines protégées en Méditerranée" (rapport rédigé dans le cadre d'un contrat de recherche passé avec le Conseil Général des Alpes Maritimes. (1987 / 1988 /1989) .
  - "L'établissement d'une politique maritime intégrée en Mauritanie" (rapport rédigé à la demande du Programme des Nations Unies pour le Développement et du Bureau des Affaires Maritimes et du Droit de la Mer de l'O.N.U, New York, 1989, 100p).
  - "Souveraineté et Droit de la Mer", (in l'ouvrage collectif "La souveraineté à l'aube du troisième millénaire", Paris, P.U.F 1990, p 72 à 110) .
  - "Méthodologie du montage juridique et financier du projet de liaison fixe Europe-Afrique à travers le Détroit de Gibraltar " (Communication au Troisième Colloque International sur la Liaison fixe Europe-Afrique, Marrakech 16-18 mai 1990, 32 pages)
  - "La Réglementation de la distribution dans les pays de la CEE", (en collaboration avec James Leavy), Revue Générale de Droit, Faculté de Droit d'Ottawa, 1990.
  - "Les relations internationales et les systèmes politiques" (Recueil des Cours de l'Académie Bancaire Européenne de Luxembourg, 3<sup>ème</sup> ed, septembre 1996, 178 pages).
  - "Environmental Regulation in France" in l'ouvrage collectif "Investment and Law of Environment" (1992).
  - "Droit et réglementations bancaires, aspects nationaux, européen et international" (Recueil des Cours de l'Académie Bancaire Européenne de Luxembourg, 3ème ed, novembre 1997, 346 pages).
  - "Stratégie et économie des échanges internationaux" (en collaboration avec P. PRISSERT), Editions de la Revue "Banque", Paris - 5e édition, 1995, 474 p.).
  - Supervision du Rapport du C.E.R.D.A.M pour le Ministère français de l'Environnement intitulé "Aspects juridiques de la protection de l'environnement en Antarctique" (1992/1993).
  - Direction du Rapport du C.E.R.D.A.M pour le Ministère français de l'Environnement dans le cadre de l'étude collective "Protection de l'environnement, libre circulation des biens et droit de la concurrence" : "La libre circulation des biens dans les conventions internationales hors G.A.T.T) (1995/1996).
  - "La libéralisation des services financiers dans le cadre du GATT et de l'OMC" (Rapport au Colloque de la Société Française pour le Droit International. Nice, juin 1995 ; Paris Editions Pédone 1996).
  - "Les aspects juridiques du principe de conditionnalité appliqué dans les organisations internationales économiques et financières" (Mélanges Paul Isoart, Paris, Editions Pédone, 1996).
  - Rapport juridique de l'étude de faisabilité relative à l'établissement d'un "Centre Méditerranéen pour l'Environnement et le Développement durable" (rapport ville de Nice/ Conseil général des Alpes Maritimes/ Région PACA et UNESCO, février 1999).
  - "La protection de la biodiversité en Méditerranée et en mer Noire" (Annuaire "Espaces et Ressources Maritimes, Paris, Pedone, n° 11, 1998).
  - "Développer une approche environnementale de l'entreprise" (article publié dans le n° de septembre 1998 de la Revue juridique internationale du Groupe Deloitte & Touche Juridique et Fiscal).
  - "Le droit international et comparé des eaux douces et maritimes dans les pays de la zone méditerranéenne" (Rapport au colloque international des Nations Unies et de la chaire de l'UNESCO sur l'eau, Cannes, avril 1999).
  - "Les conventions internationales maritimes et leur adaptation à la zone de la mer Méditerranée" (Rapport et cours dans le cadre de la session "Mediterranean Coastal Zone Management" (Communauté Européenne / UNESCO, Nice, septembre 2000).
  - "Approche juridique en droit international et en droit comparé des aires marines protégées dans les principales régions "(Rapport à la réunion de Porticcio/Corse de l'Office de l'Environnement de la Collectivité Territoriale Corse et du PNUE, novembre 2000).
  - " L'indemnisation des dommages écologiques par le système international du FIPOL " (Annuaire "Espaces et Ressources Maritimes, Paris, Pedone, n° 14, 2001).
  - " Le référé suspension de l'article L.521-1 du Code de Justice Administrative et ses premières applications en droit de l'Environnement " (in Mélanges offerts au Pr. Hubert Charles, " La République et la Cité ", 2002).
  - « La gestion responsable des ressources biologiques marines », rapport au colloque de Toulon de mai 2002 du Ministère de la Défense Nationale, Groupe des Ecoles du Commissariat de la Marine, publié au n° 2002 du Bulletin de Etudes de la Marine Nationale.
  - " The Law of the Sea twenty years after the adoption of the United Nations Convention on the Law of

- the Sea , UNCLOS ”, Rapport au Colloque inaugural du Centre opérationnel Allemagne de l’International Ocean Institute, Brême, Allemagne, juin 2002, publication de la Revue internationale de l’IOI, septembre 2002.
- “The legal aspects of the Ocean Governance”, rapport au Colloque annuel international “Pacem in Maribus” (Peace in the Oceans) réalisé en octobre 2002 à Cape Town (Afrique du Sud) avec la coopération de l’University of the Western Cape (Centre opérationnel Afrique de l’International Ocean Institute), publication des actes dans “Pacem in Maribus 2002, International Ocean Yearbook 2003”.
  - “The Caspian Sea : a pragmatic legal approach to manage the natural resources regarding the sustainable development of the Coastal States” (Rapport au colloque international “The future Management of the Caspian Sea by the Coastal States” organisé les 27/30 mai 2003 par l’Académie des Sciences de la Fédération de Russie, l’Université d’Astrakhan et le Centre opérationnel Russie de l’International Ocean Institute, en cours de publié en anglais et russe par l’Académie des Sciences de Russie et l’IOI, 2003.
  - « La prise en compte de la biodiversité dans la gestion intégrée du milieu marin, les perspectives offertes par le droit international » (rapport à l’atelier de l’Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche UNITAR/Agence Française de la Francophonie, de renforcement des capacités sur la gestion intégrée des zones côtières, Antananarivo, Madagascar, 1 au 4 juillet 2003, publication UNITAR 2003 version « papier » et version électronique sur le site internet de l’UNITAR.
  - “Tendances régulatrices pour répondre aux orientations de l’OCDE, du GAFI et du droit communautaire en matière de lutte contre le blanchiment et le terrorisme ” (rapport au Colloque annuel de l’Association Européenne de droit bancaire et financier, Monaco 3/4 octobre 2003, publié à la Revue 2004 de l’AEDBF).
  - « A year after Johannesburg, the legal aspects of the Ocean Governance and Sustainable Development : a Glimpse into the Future », rapport au Colloque annuel international « Pacem in Maribus » (Peace in the Oceans) réalisé les 27-30 octobre 2003 à Kiev (République d’Ukraine), en coopération avec l’Académie des Sciences d’Ukraine et l’Université de Kiev, publication des actes dans « Pacem in Maribus 2003, International Ocean Yearbook 2004 ».
  - « The legal approach to build an Ecosystem-Based Management », rapport au colloque de l’UNESCO, « Global Conference on Oceans, Coasts and Islands », Paris, 12/14 novembre 2003, (Actes publiés par l’UNESCO, 2004).
  - « The Barcelona Convention for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution and the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-based Sources and activities » et « European Community Policy and Legislation on Water Pollution » ( deux rapports à l’atelier de l’Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche UNITAR, « National Capacity Building for the Republic of Croatia for the Prevention of Marine Pollution from Land-Based Sources », Zadar, Croatie, 1/3 décembre 2003, (Actes publiés par l’UNITAR, 2004, en version “papier” et version électronique sur le site internet de l’UNITAR).
  - “L’exécution des sentences arbitrales, approche de droit comparé”, rapport au colloque international organisé par le Ministère de la Justice et la Cour Suprême du Royaume du Maroc sur « L’arbitrage commercial interne et international », Casablanca, 3 et 4 mars 2004 (en cours de publication par la Cour Suprême du Maroc)
  - “The use of the Mediation in the Settlement of the Maritime Disputes”, rapport au Colloque international organisé par le Centre opérationnel de Slovénie de l’International Ocean Institute (IOI) et l’Institut Océanographique de Slovénie (Piran, République de Slovénie, 13-14 octobre 2004), en cours de publication en anglais dans International Ocean Yearbook 2005, publié sous forme condensé en slovène dans la revue « Delo », octobre 2004.
  - Rapports présentés au Colloque international organisé par l’ l’Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) et le Gouvernement de la République du Liban, “Gestion intégrée des zones côtières et tourisme durable », 26 / 29 octobre 2004, Beyrouth, Liban. Trois Rapports présentés : « Un cadre de gestion intégrée du littoral, l’exemple de l’Union Européenne », « Le Plan d’action communautaire pour la conservation et l’exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée », « The Evolving Legal Structure of the Mediterranean Action Plan (MAP) », (en cours de publication par l’UNITAR).
  - « The role of the International Court of Justice in the settlement of maritime disputes” (rapport juridique présenté à la réunion internationale “The maritime disputes in Northeast Asia”, Séoul, Corée, 6/9 décembre 2005. Publié dans l’ouvrage collectif « The Political, Legal and Historical Implications of the Dokdo Issue : Searching for Cooperation in Northeast Asia » (The Korea Association for Political and Diplomatic History, the Korea Foundation, the Chosun Ilbo, le Ministère français des Affaires Etrangères, Séoul 2005).
  - « The Intervention of the International Ocean Institute in the Prevention and Settlement of Maritime Disputes”, rapport au Conseil des gouverneurs de l’International Ocean Institute, Townsville, Australie,



- 25/28 octobre 2005, in *International Ocean Yearbook* 2006.
- « La pensée de Jean-Paul II au regard du droit international », in *Mélanges au Pr. J. Touscoz*, 2007.
  - “Rating the law: how financial rating agencies are assessing the legal risks of financial transactions”, article développé en français sous l’intitulé “Le droit et la note”, publié dans l’ouvrage collectif “le droit et la note, les contrats publics” (Paris 2007, la Documentation française).
  - « Conflits armés et atteintes à l’environnement : L’approche juridique internationale », rapport au colloque « Défense et Environnement : une nouvelle manière de penser », IHEDN, Ministère de la Défense, Paris 2007.
  - « Les agences de notation en question », rapport au colloque de l’Association Européenne de Droit Bancaire et Financier « Les Crises Bancaires et Financières : une question de régulation ? La régulation en question », Monaco, 28 novembre 2008.
  - « L’approche du droit international et du droit communautaire en matière de gestion intégrée des zones côtières: applications à la Méditerranée », in *Annuaire de droit maritime et océanique*, 2008.
  - « Le droit portuaire de la Principauté de Monaco : un exemple de libéralisation conciliant l’intérêt général et l’efficacité concurrentielle » (in « les métamorphoses du droit », Hommage au Pr. JM. Rainaud, Paris 2009, ed L’Harmattan).
  - “Law of the sea, maritime law and human rights :The problem of refugees », cours en anglais au TIDM (2014).
  - « La sécurité maritime et la lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée », cours pour les experts de sécurité des ministères de la République du Togo, Fondation Max Planck pour la Paix Internationale et l’état de droit, Lomé, 17 au 20 mars 2014.
  - « Etude juridique relative aux perspectives en matière de protection et de gestion de l’environnement marin en général et, particulièrement, de la biodiversité marine en région Corse : approche appliquée aux zones internationales ou sous juridiction nationale (haute mer, canal de Corse et détroit de Bonifacio) », (en collaboration avec M. Lehardy et J. Bethenod), Etude commandée par l’Office de l’Environnement de la Corse, 2015.
  - « Quel est le droit applicable à l’importation en Principauté de Monaco, et/ou à la détention sur le territoire, et/ou à l’introduction ou la réintroduction d’espèces de faune et de flore dans les eaux monégasques? », rapport rédigé à la demande de la Direction de l’Environnement de la Principauté de Monaco, (Département de l’Equipement, de l’Environnement et de l’Urbanisme), 2015.
  - « Le droit international, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : La question particulière de la sécurité de la navigation dans les détroits », rapport (en collaboration avec Magali Lehardy) au colloque du Ministère français de l’Environnement, paris, 28 septembre 2016.
  - « Du « statut avancé » au statut d’Etat « associé » : une nouvelle approche des relations euro-méditerranéennes à travers l’exemple du Maroc ? » (in « Ombres et lumières du droit international », Hommage au Pr. Habib Slim, Paris 2016, ed Pedone.
  - « Etude juridique relative aux mécanismes et instruments nationaux, européens ou internationaux susceptibles d’être mis en œuvre pour renforcer la protection du Parc naturel marin di u Capicorsu e di l’Agriate » (en collaboration avec S. Karagiannis et M. Lehardy), rapport rédigé à la demande de l’Agence française de la Biodiversité, 2018/2019.
  - Professeur chargé du module juridique « ECONOMIE BLEUE COMME CADRE SPATIAL, NORMATIF ET JURIDIQUE » dans le CLOM/MOOC : « Enjeux de l’économie BLEUE : Introduction à la gestion durable des espaces marins et littoraux », cours en ligne organisé par l’Université Internationale de la Mer, l’Université Senghor (Université internationale francophone pour le développement africain, Alexandrie), l’Institut de la Francophonie pour le Développement Durable et l’Organisation Internationale de la Francophonie. Cours en ligne, mars/avril 2021.